

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASSIER SAS

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : VAT 2025 0396
Code AIOT : 0010002310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement CASSIER SAS implanté Les Pointards 18410 Brinon-sur-Sauldre. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASSIER SAS
- Les Pointards 18410 Brinon-sur-Sauldre
- Code AIOT : 0010002310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de sables et graviers alluvionnaires siliceux au lieu-dit "Les Pointards" sur la commune de Brinon-sur-Sauldre a été autorisée pour une durée de 10 ans à compter du 15 février 2019. Il n'existe pas d'installation de traitement sur la carrière. Sur ce site l'extraction se fait par campagne de trois semaines consécutives et représente annuellement de 6 à 18 semaines d'activité.

Le jour de l'inspection, le site était à l'arrêt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	EQUIPEMENT S ABANDONNÉS	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT , DE RÉDUCTION ...	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.1.2	Demande d'action corrective	60 jours
14	INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 7.3	Demande d'action corrective	60 jours
17	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.4.1	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MATERIAUX EXTRAITS ET QUANTITES AUTORISÉES	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.3	Sans objet
2	MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.6.2	Sans objet
3	ACTUALISATION DES	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.6.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GARANTIES FINANCIÈRES		
5	CESSATION D'ACTIVITÉ - RENOUVELLEMENT - EXTENSION	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.7.5	Sans objet
7	INFORMATION DES TIERS	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.2.1	Sans objet
8	BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.2.2	Sans objet
9	DÉCAPAGE DES TERRAINS	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.2	Sans objet
10	EXTRACTION	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.4.1	Sans objet
11	TRANSPORT DES MATÉRIAUX	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.5	Sans objet
12	INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.6.1	Sans objet
13	PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 4.1	Sans objet
15	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 7.3.2	Sans objet
16	AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.2.1	Sans objet
19	SUIVI FAUNÉ-FLORE	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MATERIAUX EXTRAITS ET QUANTITES AUTORISEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, MATERIAUX EXTRAITS ET QUANTITES AUTORISEES
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers de « terrasses »). La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 60 000 tonnes/an avec une moyenne de 35 000 tonnes /an. La quantité totale autorisée à extraire est de 313 000 tonnes.
Constats : Sur ce site, le tonnage en 2024 est de 35 000 tonnes. Depuis le début de l'année à l'été 2025, le tonnage est de 7 500 tonnes. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 2 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). [Voir tableau AP]
Constats : L'exploitant se trouve dans sa dernière période quinquennale. Les valeurs S1, S2 et L3 sont conformes aux prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, et en atteste auprès du Préfet, dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TPO1 en base 2010, - sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TPO1 en base 2010 et ce dans les six mois qui suivent ces variations. L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement émis par la société GROUPAMA, établi le 28/08/2023, pour la période du 16/02/2024 au 15/02/2029. Le TP01 publié au JO le 12/08/2023 est de 128,3, tandis que celui paru au JO le 17/08/2025 est de 131, l'augmentation est donc inférieure à 15 %.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : EQUIPEMENTS ABANDONNES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EQUIPEMENTS ABANDONNES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur utilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté, à proximité du bungalow, la présence d'un bâtiment en parpaings situé à l'entrée de l'installation. À l'intérieur de ce bâtiment se trouvent deux anciennes cuves, dépourvues de tout raccordement. L'exploitant a précisé qu'elles étaient présentes dès l'origine du site. Le sol, entièrement bétonné, ne présente aucun écoulement ni trace de liquide apparent au niveau de la rétention. Le bâtiment est par ailleurs fermé à clé.</p> <p>Ces équipements, sans utilité pour l'exploitation, relèvent de la prescription rappelant que les matériels abandonnés ne doivent pas être maintenus au sein de l'installation. En conséquence, l'exploitant devra justifier de l'évacuation des deux cuves. Pour mémoire, l'arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 15 février 2019 pour une durée de dix ans, les cuves devront donc être retirées.</p> <p>Constat : Présence de deux anciennes cuves, inutilisées depuis de nombreuses années, l'exploitant devra en justifier l'élimination.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : CESSATION D'ACTIVITÉ - RENOUELEMENT - EXTENSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, CESSATION D'ACTIVITÉ - RENOUELEMENT - EXTENSION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 12 mois avant l'échéance de l'autorisation. La remise en état du site doit être achevée 3 mois avant l'échéance de l'autorisation. En cas de demande de renouvellement et/ou extension, le dossier complet et recevable doit être déposé en Préfecture deux ans au minimum avant l'échéance fixée par la présente l'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site se trouve actuellement dans sa dernière période quinquennale. L'inspection a rappelé à l'exploitant que son autorisation prendra fin le 15 février 2029 et que l'extraction de matériaux commercialisables devra cesser à compter du 15 février 2028.</p> <p>L'exploitant a pris acte de ces éléments et a précisé que l'exploitation du site serait achevée à cette échéance. Un délai d'un an est prévu pour la remise en état du site.</p>
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ...
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions relatives à la gestion de l'eau suivantes :° Maintien de l'hydraulique de la nappe alluviale :</p> <p>[...] - Ravitaillement des chargeurs et des tombereaux par camion citerne sur l'aire existante étanche reliée à un décanteur - déshuileur vidangé annuellement. Son bon fonctionnement est contrôlé annuellement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consigne et mise à disposition de kit anti pollution adapté (de type oléophile) pour l'engin d'extraction ; - Stockage des produits dangereux (notamment huiles) dans des conteneurs étanches et fermés, disposés à l'intérieur de rétention adaptée ; - Suivi qualitatif annuel via le réseau de surveillance de la qualité des eaux de la nappe alluviale existant au droit de la carrière. Ce réseau comprend un forage et le plan d'eau. Les paramètres

mesurés sont : température, hydrocarbures totaux, pH, DCO, MES (cf article 9.2.2).

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions relatives à la faune, la flore et les milieux naturels suivantes :

[...] Maintien de 140 m de la haie centrale sur les 230 m actuels et notamment la section abritant de vieux arbres ;

- Modelage des berges de l'ancien bassin de décantation en pente douce ;
- Utilisation de bois issus de la coupe pratiquée dans la haie centrale pour réaliser des "hibernaculum" ;
- Suivi du Lucane cerf-volant : 1 an puis 3 ans après le défrichement partiel de la haie centrale; [...]

Constats :

Lors de l'inspection, le site était à l'arrêt. L'inspection a relevé la présence d'une aire bétonnée étanche reliée à un décanteur déshuileur récemment vidangé, sans qu'aucun véhicule ne soit présent sur place. Ce décanteur déshuileur a fait l'objet d'un contrôle le 19/05/2025.

En phase d'extraction, l'exploitant précise que seuls une pelle mécanique et un chargeur sont employés.

Lors de la visite du bâtiment implanté à proximité du bungalow, il a été constaté qu'aucun produit dangereux n'y est entreposé. La première partie de ce bâtiment contient néanmoins des kits d'intervention en cas de pollution, sans qu'aucune consigne spécifique relative à leur utilisation n'ait été formalisée, contrairement aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le suivi qualitatif annuel des eaux, assuré dans le cadre du réseau de surveillance de la qualité, est réalisé conformément aux prescriptions et sera examiné dans un autre point du présent rapport.

S'agissant de la faune, de la flore et des milieux naturels, l'exploitant a mis en œuvre les mesures suivantes :

- le maintien de 140 mètres de la haie centrale sur les 230 mètres existants, en particulier la portion abritant des arbres anciens, protégée par un merlon et un grillage ;
- le modelage en pente douce des berges de l'ancien bassin de décantation, ce qui a pu être constaté sur la partie déjà réaménagée mais pas encore de recollement fait ;
- le suivi du Lucane cerf-volant, prévu un an puis trois ans après le défrichement partiel de la haie centrale, confié à l'entreprise THEMA Environnement, dont le dernier rapport, daté de septembre 2025, a été communiqué (cf point de contrôle 19).

Par ailleurs, s'agissant de la mesure relative à l'utilisation du bois issu de la coupe de la haie centrale pour la réalisation d'"hibernaculum", le rapport établi par la société THEMA en septembre 2025 indique que le nombre d'"hibernaculum", effectivement implantés apparaît à

priori inférieur à celui mentionné dans l'étude d'impact. Les conclusions précisent qu'au regard du relevé effectué en 2025 sur le site, il conviendrait d'implanter au moins un "hibernaculum", supplémentaire dans la partie centrale de la carrière (secteur ouest). Il ressort en outre que l'exploitant n'a pas donné suite aux recommandations formulées.

Constats :

- L'exploitant n'a pas instauré de consignes précises concernant l'utilisation et la mise à disposition de kits anti-pollution adaptés aux engins d'extraction.
- Le nombre d'"hibernaculum", présents demeure inférieur à celui annoncé dans l'étude d'impact ; l'exploitant n'a donc pas appliqué les recommandations qui préconisaient l'installation d'au moins un "hibernaculum", supplémentaire sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : INFORMATION DES TIERS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, INFORMATION DES TIERS

Prescription contrôlée :

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,

Constats :

Lors de l'inspection, Il a été constaté à l'entrée du site la présence du panneau mentionnant de façon apparente son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, BORNAGE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les bornes figurent bien sur le plan annuel d'exploitation. Leur présence sur site a été vérifiée par sondage. L'exploitant tient à jour un tableau récapitulatif comportant les coordonnées de chaque borne, afin de pouvoir les localiser en cas de besoin.</p>
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : DÉCAPAGE DES TERRAINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, DÉCAPAGE DES TERRAINS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation sur une zone exploitable totale de 46 315 m2. Le décapage des terrains est interdit du mois de mars au mois d'août inclus. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier décapage a été réalisé en octobre 2024. L'exploitant indique veiller au strict respect des périodes durant lesquelles cette opération est autorisée.</p>
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : EXTRACTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction en eau
Prescription contrôlée : Les extractions en nappe alluviale ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit. L'extraction a lieu à une profondeur moyenne de 4 m ne dépassant pas une cote de fond de fouille de 131,5 m par rapport au niveau naturel des terrains.
Constats : Lors de l'inspection, aucun pompage de la nappe phréatique n'a été constaté. Selon le plan annuel, le niveau de l'eau s'élève à 135,48 m, tandis que la cote la plus basse est de 135,36 m, ce qui demeure conforme aux prescriptions en vigueur. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : TRANSPORT DES MATÉRIAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, TRANSPORT DES MATÉRIAUX
Prescription contrôlée : Le nombre maximum journalier d'aller/retour de camions pour assurer cette évacuation de matériaux est de 9 (sur la base d'une charge utile de 30 tonnes).
Constats : L'exploitant a transmis, par courriel en date du 16 septembre 2025, le récapitulatif des enlèvements mensuels pour les années 2024 et 2025. Il en ressort qu'en 2024, le site a été en activité durant 129 jours, tandis qu'en 2025, depuis le début de l'année, l'activité a été enregistrée sur 28 jours. Le nombre maximal journalier d'allers-retours liés à l'évacuation des matériaux n'a pas excédé 9 : 13 bons de pesée ont été établis en 2024 et 4 depuis le début de l'année 2025. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 2.6.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, INTEGRATION DANS LE PAYSAGE
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, etc. Des dispositifs de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Le site actuellement autorisé est ceinturé de parcelles agricoles. Une portion a déjà fait l'objet d'un procès-verbal de récolement et n'est, de ce fait, plus accessible. À l'arrière de cette zone réaménagée subsiste un petit espace boisé. Un plan d'eau constitue par ailleurs une séparation naturelle entre la zone encore exploitée et la partie récolement. Il a été constaté qu'aucun déchet n'était présent aux abords du site. Par ailleurs, l'installation ne dispose pas de dispositif de lavage des roues, l'activité demeurant très limitée. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé. L'établissement n'est pas raccordé au réseau public.
Constats : Il a été constaté que la situation du site est conforme aux prescriptions en vigueur. Aucun prélèvement d'eau, ni dans les milieux souterrains ni en surface, n'est effectué, il n'a pas été constaté la présence de pompe au niveau du bassin. De plus, l'établissement n'est pas raccordé au réseau public. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS
Prescription contrôlée : Article 7.3.1.1. Contrôle des accès : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé, En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Article 7.3.1.2. Zone dangereuse : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Article 7.3.1.3. Accès à la voirie publique : L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : Le site est clôturé et sécurisé par un portail fermé à clé, de sorte qu'aucune personne ne peut y accéder sans autorisation préalable. Toutefois, il est apparu nécessaire que l'exploitant procède à l'installation d'un nombre plus important de panneaux de signalisation du danger le long de la route, afin d'avertir de la présence de la carrière. Constat : Il a été relevé que le nombre de panneaux de signalisation des dangers est insuffisant au niveau du chemin d'accès à la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE
Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué par la société APAVE le 24 juillet 2025. Le rapport daté du 22 août 2025 (n°135178258-001-01), conclut à l'absence de toute non-conformité.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Prescription contrôlée :

Les prélèvements dans le milieu ont lieu au moins 1 fois par an. Ces prélèvements font nécessairement suite à des rejets d'eaux résiduaires significatifs. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats :

Les rejets aqueux font l'objet d'un contrôle annuel, les derniers prélèvements ayant été réalisés le 6 juin 2025 par la société SYPAC.

Le rapport d'analyse du forage précise que « *les résultats de MES doivent être interprétés avec précaution, le résidu obtenu étant inférieur à 5 mg en raison du colmatage du filtre* ». Lors de l'inspection, il est apparu que l'exploitant n'avait pas encore pris connaissance de cette conclusion.

Par courriel du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis les explications du laboratoire, lequel indique qu'un colmatage des filtres est fréquent lorsque les matières sont très fines et en raison du faible taux de MES mesuré. Cette observation ne rend pas nécessaire la réalisation immédiate d'une nouvelle mesure.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES
--

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement au minimum tous les trois ans. De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander,

Constats :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a transmis le dernier rapport des mesures de niveaux sonores du site, établi par la société GEOSCOP. Les mesures réalisées le 2 décembre 2021 avec le site en activité (pelle et tombereau en fonctionnement), se sont révélées conformes à la réglementation en vigueur.

Il est rappelé qu'une mesure de la situation acoustique doit être effectuée périodiquement, **au minimum tous les trois ans**.

Par courriel en date du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis un devis validé pour la réalisation de ce contrôle en 2025, bien qu'aucune date n'ait encore été arrêtée. Compte tenu du faible niveau d'activité du site au cours de l'année, cette mesure sera effectuée lors de la prochaine campagne d'exploitation en 2025. L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport de mesures dès sa réception.

Constat : Aucune mesure acoustique n'a été réalisée en 2024. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des mesures acoustiques effectuées en 2025, dès qu'il en disposera.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; les bords de la fouille ; les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; * l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes..), des stocks de matériaux et des terres de découvertes; * le piézomètre et les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; * Les surfaces S1 et S2 et le linéaire des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. <p>Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, le rapport de l'autosurveillance visé à l'article 9.3.2, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan annuel et s'est engagé à faire figurer les points de prélèvement (ouvrage) dans le prochain plan de fin d'année 2025. Il a, en outre, transmis par courriel du 16 septembre 2025 le rapport annuel d'exploitation.</p> <p>Il est rappelé que ce rapport a pour objet de mettre en évidence les conformités et, le cas échéant, de justifier les écarts observés, afin qu'ils ne soient pas uniquement relevés lors de l'inspection</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas intégré l'ensemble des ouvrages sur le plan annuel de fin d'année 2024</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 19 : SUIVI FAUNÉ-FLORE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 9.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, SUIVI FAUNE-FLORE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi qualitatif et quantitatif du lucane cerf-volant est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant le défrichement partiel de la haie centrale puis après 3 ans. Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont transmises à l'inspection des installations classées dans le cadre de la transmission du suivi annuel.</p> <p>Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi réalisé par la société THEMA de la population de LUCANE CERF-VOLANT pour l'année 2025. Le bilan des prospections 2025 est le suivant : " <i>Malgré les prospections réalisées aux périodes adéquates, aucun imago, ni aucune larve de Lucane cerf-volant n'a été observée sur l'ensemble du site. Le site reste néanmoins favorable pour l'accueil de l'espèce. Les fûts de chênes coupés et placés au centre de la haie sont toujours présents et favorables pour les coléoptères saproxylophages (une larves de Cetonia aurata y a été notée). Les arbres toujours sur pied sont également favorables à l'espace.</i> "</p> <p>Aucune recommandation n'a été émise le site reste favorable à l'accueil de cette espèce.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite